

La France ne doit plus laisser filer ses élites

ÉDOUARD TETREAU ([HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/?ID=21810](https://www.lesechos.fr/journalistes/?id=21810)) / Associé-gérant de Mediafin | Le 02/10 à 14:49 | Mis à jour à 17:27

**LA CHRONIQUE
DE ÉDOUARD TÉTREAU**



Fabien Clairefond pour Les Echos

CHRONIQUE. Plusieurs fonctionnaires éminents viennent de rejoindre des groupes privés américains ou chinois. Si la France veut garder ses meilleurs talents, elle doit mettre fin à cette hémorragie.

La France a un incroyable talent. En attendant la saison 13 de ce jeu télévisé, la France fait preuve ces temps-ci d'un talent effectivement incroyable, mais que le monde entier ne nous envie pas. Celui de laisser partir la fine fleur de son élite industrielle, militaire et financière au service d'intérêts étrangers, sans que personne n'y trouve rien à redire.

Dernier épisode d'une longue série : la semaine dernière, **Fabrice Brégier, X-Mines, directeur général d'Airbus** (https://www.lesechos.fr/14/12/2017/lesechos.fr/0301028206430_airbus--le-numero-deux-fabrice-bregier-remplace-par-le-patron-des-helicopteres.htm), pilier de l'Europe de la défense, annonçait son départ pour **Palantir** (http://archives.lesechos.fr/archives/cercle/2016/02/02/cercle_146749.htm) : cette **start-up financée par Peter Thiel et la CIA** (https://www.lesechos.fr/26/10/2016/lesechos.fr/0211433012212_peter-thiel---le-grand-mechant-gourou-de-la-silicon-valley.htm), via son fonds In-Q-Tel, est devenue en quelques années l'une des principales entreprises mondiales actives dans le traitement des mégadonnées. Big Brother, made in Silicon Valley.

À LIRE AUSSI

Le renseignement français voudrait se passer des services de l'américain Palantir (<https://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/0302216999041-le-renseignement-francais-voudrait-se-passer-des-services-de-lamericain-palantir-2203225.php>).

Cette spectaculaire prise de guerre par un groupe sous la dépendance et la surveillance de Washington (via le Patriot Act, qui permet au gouvernement fédéral d'obtenir toutes les informations d'une entreprise américaine, sans les demander) a des précédents. Celui, en 2017, du général Pierre de Villiers, Saint-Cyrien, **chef d'Etat-Major des Armées françaises parti servir les intérêts du BCG** (https://www.lesechos.fr/22/03/2018/lesechos.fr/0301472598631_pierre-de-villiers-rejoint-le-geant-americain-boston-consulting-group.htm), cabinet de conseil notamment réputé pour être l'un des principaux contractants du Pentagone aux Etats-Unis. Celui d'Henri de Castries, Inspecteur des Finances, **PDG** (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_president-directeur-general.html#xtor=SEC-3168) du groupe AXA fondé par Claude Bébéar, **émargeant aujourd'hui auprès du fonds américain General Atlantic** (https://www.lesechos.fr/11/09/2017/lesechos.fr/030538069084_henri-de-castries-rejoint-le-fonds-general-atlantic.htm). Ou encore celui d'un directeur général de l'Agence de Participations de l'Etat, parti développer le **fonds de commerce** (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_fonds-de-commerce.html#xtor=SEC-3168) de **banques d'affaires** (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_banque-daffaires.html#xtor=SEC-3168) américaines, après avoir vu un de ses prédécesseurs, devenu directeur du Trésor, partir accroître celui d'un fonds chinois.

Déontologie d'un autre âge

Trois facteurs, qui sont autant de leviers pour inverser la tendance, expliquent cette hémorragie. Le premier est inscrit dans la déontologie de l'Etat français sur le pantouflage. Une déontologie d'un autre âge, rendue par des fonctionnaires et des élus n'ayant aucune expérience de l'entreprise privée, réussissant le tour de force de privilégier les intérêts des entreprises étrangères plutôt que françaises. Travailler pour l'Amérique de Donald Trump ou la Chine de Xi Jinping ? Rien à redire. Mais, pour le CAC40, ou une entreprise publique française, c'est inacceptable. Si la France veut garder ses meilleurs talents, remplaçons d'urgence ce code de déontologie par un dispositif moins suicidaire.

Le second facteur est culturel, voire générationnel. Avec l'effondrement du Mur de Berlin et la prétendue **« Fin de l'Histoire » de Francis Fukuyama** (https://www.lesechos.fr/30/03/2011/LesEchos/20901-043-ECH_francis-fukuyama-dialogue-avec-roger-pol-droit.htm), certaines élites françaises ont confondu l'intérêt du pays avec celui de la mondialisation, et avec leur intérêt pécuniaire. Ainsi, les meilleurs élèves de la République vendirent Pechiney au plus offrant, nord-américain ; la Bourse de Paris au New York Stock Exchange ; Usinor Sacilor à un groupe indien alors à peine connu ; Alstom à General Electric ; le Club Méditerranée au Chinois Fosun. Liste non exhaustive et toujours ouverte.

Or, ce qui était concevable en 1998 ou 2008 ne l'est plus. Dans le monde de 2018, où ressurgissent à une vitesse inouïe murs, frontières et intérêts nationaux, que signifient ces collaborations et ces abandons ? Imagine-t-on un chef d'état-major allemand, américain, chinois, russe, travailler pour une entreprise étrangère ? Ou le patron de Boeing rejoindre une entreprise financée par le MI-6 ou le FSB ? Après le beau geste d'Henri de Castries offrant le pilotage du groupe AXA à un Allemand, quelle entreprise du DAX (le CAC40 allemand) a cédé, à ce jour, ses manettes à un Français ? Aucune. Comme si l'élite française était la seule à continuer de jouer le jeu d'une économie et d'une société ouvertes, espérant naïvement que le reste du monde suivrait son exemple et son panache.

Conscience individuelle

Le troisième facteur, le plus délicat, oblige à ne pas juger trop vite : il s'agit de la conscience individuelle de ce que chacun doit à son pays, et réciproquement. Les circonstances de sa démission l'ont prouvé : le pays reste débiteur pour sa sécurité envers Pierre de Villiers - qu'aucune grande entreprise française, publique ou privée, n'a su recruter dans ses conseils

ou ses équipes. Par contraste, que dire d'une certaine aristocratie d'Etat qui s'est jetée sur les offres alléchantes hors de l'Hexagone, aussi avidement qu'elle préparait dans sa jeunesse les concours de la République ?

Faut-il s'étonner qu'ensuite, le groupe PSA du centralien Carlos Tavares confie le pilotage de ses futures voitures connectées au chinois Huawei ? Ou que l'alliance Renault-Nissan de l'X-Mines **Carlos Ghosn c** (<https://www.lesechos.fr/industrie-services/automobile/0302334247864-voiture-electrique-guerre-commerciale-gafa-carlos-ghosn-se-confie-2209903.php>), hoïssise, la veille du Salon Mondial de l'Automobile à Paris, d'embarquer les systèmes Android de Google sur toutes les voitures de la gamme Renault ? A contrario notamment du choix européen des constructeurs allemands Mercedes, BMW et Audi, réunis en **consortium** (https://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_consortium.html#xtor=SEC-3168) pour racheter le système de cartographie Here de Nokia, ce qui leur permet de conserver une autonomie stratégique dans ce domaine crucial.

Il n'y a pas de fatalité dans l'histoire des nations. Le patriotisme comme la priorité à donner à la souveraineté nationale connaissent des cycles, à l'instar de l'économie. Ce qui dans ces domaines a été abandonné, ou mis de côté, par les générations qui ont cru au « **consensus de Washington** », (https://www.lesechos.fr/20/09/2010/LesEchos/20766-082-ECH_pour-un-nouveau-consensus-economique.htm) peut être récupéré très vite.

A condition que les futures élites ne tardent pas à redonner l'exemple. Ainsi de la promotion 2015 de l'Ecole Polytechnique, qui a vu pas moins de cinq de ses diplômés rejoindre les cadres de l'armée de terre, et trois autres la gendarmerie. Du jamais vu au XXIème siècle. On peut y voir un point d'inflexion : celui d'une relève.

Edouard Tetreau